

La course-poursuite

Un universitaire et un décideur échangent leurs points de vue sur les sources de la croissance, en période de crise ou de prospérité

LA CRISE financière actuelle a remis la question de la croissance et de sa relance sur le devant de la scène. Pour mieux cerner ce problème, Archana Kumar (*Finances et Développement*) a fait appel à deux experts : Michael Spence, économiste et lauréat du prix Nobel, et Mahmoud Mohieldin, Ministre de l'investissement de la République arabe d'Égypte. Les deux ont participé à la Commission sur la croissance et le développement, groupe de décideurs et d'universitaires qui ont planché pendant deux ans sur les causes, les conséquences et la dynamique interne d'une croissance forte et soutenue. La Commission, qui a conclu ses travaux bien avant que la crise financière ne s'aggrave, en a récemment publié les résultats dans un rapport intitulé «Rapport sur la croissance : stratégies à l'appui d'une croissance durable et d'un développement solidaire».

F&D : Quelles mesures les pays avancés doivent-ils impérativement adopter pour amortir l'effet de la crise financière sur l'économie?

M. SPENCE : Deux scénarios sont à envisager dans les économies développées. D'abord, si nous ne remédions pas au resserrement du crédit, il aura des conséquences extraordinaires et généralisées sur l'économie en dehors du secteur financier bien pires que ce que l'on a pu voir dans l'après-guerre. Il est probable qu'une intervention ciblée, coordonnée au plan mondial, permette d'éviter ce scénario. Elle ne stabilisera pas immédiatement les marchés boursiers, qui fonctionnent selon une dynamique totalement différente associée à la peur, mais elle n'en est pas moins cruciale, et doit mobiliser les efforts des pouvoirs publics. Elle est donc prioritaire à mes yeux.

Il est un peu plus difficile d'amener les responsables à s'intéresser au second scénario. Or, la croissance ayant déjà considérablement ralenti, nous avons besoin de mesures de relance budgétaire bien conçues, qui s'inscrivent dans la durée, et de mesures de rééquilibrage budgétaire à long terme afin de prévenir d'autres perturbations des marchés financiers. Larry Summers, entre autres, a longuement évoqué cette question.

Voilà donc les deux pistes que je privilégierais : traiter les effets réels de la crise financière et, dans la mesure du possible, recapitaliser le système financier; se focaliser ensuite sur les finances publiques. Il va de soi que la recapitalisation du système financier ne peut être assez rapide pour résoudre le problème de blocage du crédit; divers types d'interventions directes s'imposent donc : garanties pour les opérations compensées

par le système interbancaire, achat par la Réserve fédérale de billets de trésorerie et de bons municipaux, etc.

M. MOHIELDIN : Il faut rétablir la confiance : c'est la première des priorités. Le problème de la confiance et de la crédibilité dans le système financier est aujourd'hui crucial. Tout ce que nous pouvons faire pour rétablir la confiance sera

bénéfique, tant pour les pays développés que pour les pays en développement.

Comme l'a dit M. Spence, nous devons rapidement mettre en œuvre des mesures de soutien jusqu'à ce que nous parvenions à réorganiser les institutions financières. Pour financer les projets essentiels au développement, au commerce et à l'investissement, les pays doivent disposer de ressources suffisantes. En plus du financement et de la confiance, il faudrait mettre sur pied un mécanisme de soutien dans les plus brefs délais afin de rétablir le fonctionnement normal du système financier.

«Nous avons besoin de mesures de relance budgétaire bien conçues et de mesures de rééquilibrage budgétaire à long terme.»

Michael Spence

F&D : Qu'en est-il des marchés émergents? Quelles mesures décisives peuvent-ils prendre aujourd'hui pour protéger leurs taux de croissance?

M. MOHIELDIN : On ne peut mettre tous les pays en développement et les marchés émergents dans le même panier, surtout actuellement, car leur vulnérabilité aux crises varie. Certaines mesures seront donc plus adaptées à certains pays qu'à d'autres. Prenez la hausse des prix des matières premières. Certains pays en ont profité, d'autres en ont souffert.

Cela dit, personne ne bénéficie de la crise financière. Ce n'est pas un jeu à somme nulle. Les petites économies ouvertes,

comme l'Égypte, ont l'impression de naviguer sur une mer déchaînée. Nous devons adopter des mesures préventives et de sauvegarde pour préserver la sécurité du navire, et continuer à gérer rationnellement nos affaires.

En outre, il est essentiel d'investir pour assurer et maintenir la croissance. Par exemple, l'Égypte et bien d'autres pays africains pourraient s'appuyer sur les investissements privés, surtout dans des secteurs productifs comme l'infrastructure. Il faut du temps pour que ces projets utiles donnent des résultats, mais ce sont les fondements d'une prospérité future.

Un autre point mérite réflexion : le mode d'évaluation des résultats économiques, et notamment de la croissance. Nous utilisons actuellement des « indicateurs différés », ce qui revient plus ou moins à conduire une voiture à l'aveuglette. Pour bien évaluer l'incidence de la crise financière sur les résultats des pays en développement, nous avons besoin d'indicateurs avancés et précis qui signalent les difficultés, ce qui n'est pas toujours possible, car de nombreux pays en développement n'ont pas de systèmes financiers modernes, ni même de marchés boursiers opérants.

Ainsi donc, les effets actuels et futurs de la crise dans les pays en développement n'apparaissent pas clairement, et je crains que ces pays ne soient durement touchés. En l'absence d'amortisseur ou de protection financière, la croissance, le chômage, le bien-être de la population et, malheureusement, la pauvreté en subiraient directement les conséquences.

M. SPENCE : Je rejoins M. Mohieldin — il faut avant tout stabiliser le navire et l'empêcher de sombrer. Pour les pays qui en ont les moyens, l'investissement intérieur, notamment dans le secteur public et l'emploi, est primordial à un moment où l'économie mondiale a créé une sorte de vide. S'agissant des pays pauvres importateurs de produits de base à hauteur de 10 % du PIB et dont les ménages consacrent une grande partie de leur budget à la nourriture, la solution réside dans une aide concertée de la communauté mondiale.

F&D : D'après le *Rapport sur la croissance*, « une croissance élevée et durable est une croissance de rattrapage et l'économie mondiale en est la source essentielle ». Que voulez-vous dire ?

M. SPENCE : Nous l'avons appelé croissance de rattrapage en raison du rôle de l'économie mondiale dans la croissance — rôle que nous avons jugé essentiel après avoir étudié la dynamique des cas de forte croissance. La théorie des échanges et la théorie moderne de la croissance indiquent clairement que les marchés mondiaux sont vastes, et qu'un pays peut enregistrer une croissance rapide sans augmenter sensiblement sa part de marché si les termes de l'échange lui sont favorables. Mais Paul Romer et d'autres figures de proue de la théorie de la croissance insistent sur un autre point : la croissance de rattrapage est en réalité une question d'apprentissage, de transfert de connaissances. Il

s'agit d'intensifier la production dans les domaines où l'économie (secteurs public et privé) a acquis une expertise. Voilà ce qu'on entend par croissance de rattrapage. C'est l'élément primordial qui permet à certains pays d'afficher une croissance de 7 à 10 %. Rien d'autre ne peut le faire. C'est impossible isolément; et c'est impossible pour un pays avancé. Il n'existe pas de contre-exemple parce qu'un pays avancé devra inventer toute la technologie nécessaire à la production, alors que les pays en développement peuvent, pendant un certain temps au moins, l'importer. Il faut l'importer et l'adapter, ce qui requiert une somme considérable d'ingéniosité, d'innovation et d'adaptation.



M. Mohieldin : Il est essentiel d'investir pour assurer la croissance.

M. MOHIELDIN : Les 13 pays ayant enregistré une croissance élevée et durable [cités dans le Rapport] depuis la Seconde Guerre mondiale ont très bien su exploiter leur intégration à l'économie mondiale pour acquérir le savoir nécessaire, soit directement, en envoyant leurs citoyens étudier à l'étranger ou en leur faisant suivre des programmes de formation, soit par le biais de l'investissement direct étranger.

Je suis d'une génération qui a appris que les trois piliers de l'activité économique sont la terre, le travail et le capital, et que lorsque ces trois éléments sont associés à un entrepreneur, le miracle de l'activité économique s'accomplit. Aujourd'hui, ces piliers ont cédé la place à d'autres. Dans

«La mondialisation conservera sa pertinence, même si je l'affirme à un moment où l'on pourrait s'interroger sur ses avantages.»

Mahmoud Mohieldin

une étude intéressante sur la croissance endogène, P. Romer définit les trois nouveaux aspects du développement : d'abord, l'apprentissage, l'innovation et le transfert d'idées. Ensuite, le travail a été remplacé par « les gens », pas seulement ceux qui travaillent mais ceux qui *pourraient* également travailler et ceux qui sont en contact avec eux. Enfin, il y a « d'autres éléments », par exemple le capital, des moyens supplémentaires, etc. Les trois piliers actuels sont donc les idées, les gens et les autres éléments.

La réussite de Singapour, de la Malaisie, de la Corée, de la Chine et, plus récemment, de l'Inde et du Vietnam, repose sur ces nouveaux piliers et non sur les piliers classiques. L'intégration accrue avec le reste du monde pourrait être encore plus bénéfique aux pays. Ainsi, la mondialisation conservera sa pertinence, même si je l'affirme à un moment où l'on pourrait s'interroger sur ses avantages.

F&D : Mais l'économie mondiale est dans une très mauvaise passe. Continuez-vous de penser qu'il est indispensable de s'y intégrer pour réaliser une croissance élevée?

M. MOHIELDIN : Comme je viens de le dire, même à un moment où les marchés mondiaux sont en déroute et où le cycle de Doha enregistre échec sur échec, je demeure convaincu des bienfaits de l'économie mondiale pour les petites économies ouvertes telles que l'Égypte et d'autres pays de la région. L'économie mondiale a aussi été bénéfique à de plus grands pays comme la Chine et l'Inde. Je reste persuadé qu'il faut doper la demande par les exportations, renforcer la capacité de financer la croissance par les investissements étrangers et enrichir nos connaissances en apprenant ce que font les autres. Rien de tout cela n'est possible sans mondialisation.

M. SPENCE : Je n'ai qu'une chose à ajouter. Les régions prospères ou en plein essor comptent environ 4 milliards d'habitants — chiffre en hausse — pour lesquels tous les espoirs sont actuellement permis. Espoir est le mot juste. Si nous laissons l'économie mondiale se refermer et anéantir les perspectives de tous ces gens — dans les économies prospères et celles qui sont probablement en train de les rejoindre, c'est-à-dire une bonne partie du reste de la population mondiale — a) nous serons profondément injustes de supprimer l'un des principaux fondements de cette croissance et de cette prospérité, et b) cela influera sur la façon dont les gens envisagent leurs relations réciproques dans le monde. Il importe donc de consentir de gros efforts pour préserver une économie mondiale ouverte.

F&D : Avez-vous défini un «modèle» de croissance dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale? Si vous aviez rédigé le Rapport sur la croissance en 2008, auriez-vous proposé des mesures différentes pour doper la croissance?

M. SPENCE : Ce n'est peut-être pas le seul modèle, mais c'est le seul que nous ayons pu trouver. En un sens, il s'agit d'un schéma empirique; d'autres pourront en inventer des différents pour des circonstances particulières. Dubaï, par exemple, pourrait passer d'une économie fondée sur les ressources naturelles à une économie de services d'envergure mondiale, et l'Inde a suivi un chemin atypique en développant l'industrie des services [qui requiert un très haut niveau d'éducation]. Cela dit, c'est en quelque sorte le seul modèle que nous connaissions. S'il avait fallu écrire ce rapport à la fin de 2008, nous aurions davantage insisté sur les problèmes de volatilité et d'assurance, car lorsqu'ils ne sont plus maîtrisés, ils provoquent des crises. Nous savons aussi déjà que ces crises minent le développement et la croissance et ne sont pas propices aux politiques de croissance.

M. MOHIELDIN : Le rapport est particulièrement utile aux pouvoirs publics parce qu'il établit une liste des choses à ne pas faire. Il est particulièrement adapté aux pays qui ne sont pas géographiquement proches des 13 pays à forte croissance cités dans le

rapport, dont la plupart se trouvent en Asie. Le plus proche de nous est Oman, un cas très particulier du fait de sa population relativement réduite. Il ne s'agit pas de minimiser sa réussite, qui est remarquable, surtout en ce qui concerne l'investissement dans le capital humain et les participations. Mais les pays d'Asie de l'Est comme Singapour, la Chine, la Malaisie, la Corée et le Japon bénéficient de leurs échanges d'expériences, échanges que facilite leur proximité géographique et culturelle.

F&D : Quelle est la mesure essentielle pour assurer une croissance élevée et durable — nonobstant les «situations nationales particulières» que vous avez mentionnées?



M. Spence : La course-poursuite de la croissance est une question d'apprentissage.

M. MOHIELDIN : L'investissement dans le capital humain. L'investissement dans l'éducation, la santé et la fourniture de biens publics, est un élément clé, mais négligé — parce que ses retombées ne seront pas visibles aujourd'hui ou demain. Il faut attendre une génération ou plus pour récolter les fruits d'investissements avisés dans le capital humain ou dans l'infrastructure au sens large, et favoriser ainsi la valorisation du capital humain.

M. SPENCE : Je suis très tenté de me rallier à cette idée : des investissements massifs et à long terme sont essentiels pour les géné-

érations futures et semblent mériter de figurer en tête de liste, mais je privilégie l'ouverture de l'économie mondiale. C'est à mon avis l'autre élément crucial.

F&D : Quel est l'aspect de la croissance que nous comprenons le moins?

M. SPENCE : Il est très difficile de répondre à cette question, car cela dépend un peu de celui à qui l'on parle ou de ce dont on parle. Mais je soulignerais le rôle décisif de la volonté politique, la recherche du consensus, le renforcement de la communication, la transmission à la population d'une vision d'avenir qui l'engage à participer avec enthousiasme à un processus de longue haleine exigeant des sacrifices à court terme. Sans cela, les chances de réaliser une forte croissance sont très faibles, et je crois que bien des gens n'en sont pas tout à fait conscients. C'était assurément mon cas au départ.

M. MOHIELDIN : Cela dépend du public, mais en général, l'idée selon laquelle la croissance est un indicateur de nombreux autres éléments, l'expression de tout ce que la société a pu réaliser pour aboutir à quelque chose, n'est pas très bien comprise. La croissance exprime l'aspiration des peuples sur les plans économique et social — et elle a l'avantage d'être mesurable. Elle est la synthèse des progrès d'une nation. ■

Archana Kumar est Rédactrice principale de Finances et Développement. Cet article est une version révisée de l'entretien. On trouvera une présentation complète des travaux et des idées de la Commission sur la croissance et le développement sur le site : www.growthcommission.org.